

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 957^e
SÉANCE**

Lundi 11 octobre 1965,
à 15 h 15

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Déclarations générales (suite).....	19

Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

1. M. NEDIVI (Israël) tient, dès le début de son intervention, à confirmer que son gouvernement appuie la fusion projetée du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique en un Programme des Nations Unies pour le développement. L'efficacité des programmes ne peut qu'en être renforcée et il sera plus facile d'adapter les projets aux plans de développement des gouvernements bénéficiaires. En outre, la fusion des deux programmes facilitera l'administration des projets d'assistance technique. Toutefois, elle ne doit pas porter préjudice à la création éventuelle d'un fonds d'équipement ou à la transformation du Fonds spécial en un tel fonds. Pour être assuré de réussir, le programme unifié devra déborder le cadre des programmes actuels et aborder le domaine de l'investissement proprement dit. A ce propos, il convient de féliciter le Directeur général du Fonds spécial d'avoir élargi le champ des activités du Fonds de manière à y inclure les études de viabilité économique et, même, les projets pilotes. Pour la délégation israélienne, les fonctions de membre du Conseil d'administration du nouveau programme de développement constitueront un devoir et non un privilège, et les représentants de tous les pays, petits ou grands, bénéficiaires ou donateurs, devraient être appelés à les exercer à tour de rôle.

2. Les pays en voie de développement ont réalisé certains progrès économiques depuis les années 50, mais leur taux de croissance économique est loin d'égaler celui des pays développés. Ce qu'il faut, comme l'a déclaré le Ministre des affaires étrangères d'Israël devant l'Assemblée générale (1352^{ème} séance plénière), c'est repenser complètement les problèmes du développement et de la croissance économiques. La réalisation des objectifs à atteindre pendant la Décennie des Nations Unies pour le développement n'est pas encore uniquement l'affaire des économistes. Il est regrettable, à ce propos, que la Commission n'ait pas à examiner les effets de l'inflation sur la croissance économique. Trop de prudence dans la tenue des comptes de la nation peut parfois être un obstacle au développement. Seuls, quelques pays en voie de développement sont en mesure de mener une politique anti-inflationniste.

3. Israël espère que la constitution de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en organisme permanent annonce un changement d'attitude à l'égard du développement et du commerce international. Le programme d'action du GATT, consacré par un nouveau chapitre de l'Accord, est l'une des manifestations concrètes d'un tel changement. Mais les principaux pays commerçants du monde se préoccupent encore trop de considérations d'ordre technique. La deuxième session du Conseil du commerce et du développement y a consacré un temps précieux, de même qu'à l'examen d'autres problèmes étrangers du développement. Continuer dans cette voie, dans l'espoir d'aboutir à une décision politique plus facile ou plus sage, serait éluder la nature même du problème.

4. L'Etat d'Israël est pleinement conscient du fait que sa prospérité très relative est fonction d'un apport massif de capitaux et des investissements dans l'enseignement. Rien ne peut remplacer une aide financière massive. Prétendre que les résultats escomptés sur le plan économique ne justifient peut-être pas les dépenses engagées, c'est méconnaître les graves conséquences sociales et politiques du sous-développement. Pour atténuer la crise économique des pays en voie de développement, il faut consentir à sacrifier certains droits acquis, pour la plupart marginaux, dans les pays développés.

5. Le plan de financement du développement, ou proposition Horowitz, présenté par Israël à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à Genève (E/CONF.46/C.3/2), prévoyait comme première mesure immédiate d'accroître les mouvements de capitaux vers les pays en voie de développement au moyen d'un fonds de péréquation des intérêts dont le coût relatif serait de 0,05 p. 100 du produit national brut annuel des pays développés. Le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a souligné (955^{ème} séance) la nécessité d'accroître le mouvement des capitaux à long terme vers les pays en voie de développement et d'augmenter leur capacité de les utiliser. Mais, faisant allusion à la proposition Horowitz, il a déclaré qu'à en juger par la réaction de la Banque mondiale, l'idée d'un recours massif au marché financier ne semble pas réalisable dans l'immédiat. Pourtant, la portée de ce plan est bien modeste si on la compare à celle de cette vaste opération de sauvetage que fut, il y a 20 ans, le plan Marshall. La délégation israélienne estime, pour sa part, que la proposition Horowitz est parfaitement réalisable. Elle abordera à nouveau le sujet à la première session de la commission des invisibles et du financement lié du commerce du Conseil du commerce et du développement et, en attendant, espère que le secré-

tariat de la Conférence aura eu l'occasion de procéder, de son côté, à une étude préliminaire de la question.

6. Il convient également de noter l'adoucissement des conditions de l'aide internationale accordée par la Banque mondiale et ses filiales. Le Fonds monétaire international a institué des mesures de financement compensatoire et a assoupli la procédure de tirage sur la tranche-or. Le groupe des 10 a décidé d'étudier les bases d'accord possibles pour une réforme monétaire internationale et des propositions intéressantes ont été faites pour résoudre le problème de liquidités internationales. Israël attend avec le plus vif intérêt le rapport du comité d'experts des questions monétaires internationales. Dans une communication adressée au Secrétaire général de la Conférence, le Gouvernement israélien a exprimé l'opinion que toute solution du problème des liquidités internationales devrait tenir compte tout spécialement des besoins des pays en voie de développement. Elle devrait viser à encourager, dans des limites justes et raisonnables, la capacité d'importation de ces pays, en facilitant ainsi leur croissance économique.

7. En ce qui concerne la question de la réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social, la délégation israélienne estime que les travaux du Conseil devront s'adapter aux réalités vivantes de la Conférence. En même temps, de nouvelles perspectives s'ouvriront à lui, grâce à sa composition élargie. Comme l'a déclaré le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, il ne saurait être question de reviser du jour au lendemain le mécanisme du Conseil. C'est au Conseil lui-même qu'il appartient d'étudier à fond la question, et les conclusions qu'il en tirera devront tenir compte des résultats obtenus dans l'accomplissement de ses tâches. Les recommandations globales que le Conseil présentera à l'Assemblée générale permettront de juger de son efficacité en tant que tribune où s'élaboreront les grandes lignes d'une politique économique et sociale à l'échelle mondiale.

8. La délégation israélienne tient à mettre l'accent sur la décision prise par le Secrétaire général de réunir un groupe consultatif d'experts pour l'aider à évaluer les programmes et les activités entrepris par les organismes des Nations Unies dans le domaine de la planification et des projections économiques. Il faut encourager l'entreprise, qu'elle soit d'origine publique ou privée. Mais, à moins d'en évaluer les résultats, les enseignements que l'on peut en tirer risquent d'être perdus. Il faut donc chercher à améliorer constamment les services et la documentation en matière de statistiques et de projections.

9. En ce qui concerne la réforme agraire, il importe de savoir dans quelle mesure le morcellement des grandes exploitations ne risque pas de nuire au développement en réduisant la productivité agricole et, partant, la formation de capital. En Israël, la solution adoptée a été d'organiser l'agriculture sur une base coopérative. Pour être en mesure de tenir compte des conditions particulières à chaque pays, il faut perfectionner les instruments de la planification économique et du développement communautaire.

10. En matière d'industrialisation, la délégation israélienne estime que l'existence d'une main-

d'œuvre qualifiée n'est pas toujours une condition indispensable à l'absorption des capitaux. En effet, l'apport massif de capitaux permet souvent de former rapidement les travailleurs et le personnel de maîtrise et de direction dont on a besoin dans une industrie donnée. Il est nécessaire de renforcer le Centre de développement industriel et de prendre toutes mesures propres à favoriser l'industrialisation des pays en voie de développement. Il conviendrait d'énoncer clairement la fonction principale du Centre ou de toute institution spécialisée qui en prendrait la place. Cet organisme devrait servir d'agent catalyseur dans le processus d'industrialisation et concentrer ses efforts sur le traitement des matières premières et des produits semi-finis. Les différents colloques sur le développement industriel permettront sans doute au Secrétariat de définir avec plus de clarté les objectifs prioritaires de l'ONU dans ce domaine. Le Gouvernement israélien juge intéressante la proposition britannique tendant à créer, dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement, un fonds de financement du développement industriel alimenté par des contributions bénévoles. Dans l'état actuel des choses, il convient d'espérer que le Commissaire au développement industriel utilisera au maximum et de la façon la plus efficace toutes les ressources dont il dispose.

11. Le Gouvernement israélien s'intéresse vivement à l'application de la science et de la technique au développement et a suivi de près les travaux du Comité consultatif. Certes, il faut se féliciter de l'application plus poussée des connaissances existantes mais, comme le souligne le Comité au paragraphe 15 de son deuxième rapport^{1/}, dans un certain nombre de directions, de nouvelles connaissances fondamentales et, par conséquent, des efforts spéciaux de recherche, pourraient avoir des effets profonds sur les possibilités des pays en voie de développement. Dans certains domaines, par exemple l'industrialisation, les problèmes à étudier n'ont même pas encore été définis. Or, dans certaines branches de la technique, l'introduction de nouveaux procédés pourrait être plus facile dans les pays en voie de développement qui n'ont pas à se préoccuper de considérations telles que la nécessité d'amortir les installations en service, les accords de commercialisation ou la tradition des consommateurs. Pour citer le cas de l'industrie pétrochimique, on constate qu'une révolution des techniques employées n'est pas impossible dans l'état des connaissances scientifiques actuelles.

12. Enfin, le Gouvernement israélien a noté avec intérêt la déclaration faite par le Président du Conseil d'administration de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies. Sous réserve de l'approbation du Parlement, Israël versera à l'Institut une somme équivalente à 12 000 dollars.

13. M. INGRAM (Australie) apprécie l'objectivité critique avec laquelle le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a examiné, dans son exposé, certains des aspects du processus du développement économique. Le moment est en effet venu de se demander pourquoi l'aide aux pays en voie de déve-

^{1/} Documents officiels du Conseil économique et social, trente-neuvième session, Supplément No 14 (E/4026).

loppement — et notamment le courant de capitaux; qui atteint aujourd'hui de 70 à 75 p. 100 du montant que ces pays peuvent utilement absorber — n'a permis jusqu'ici qu'une amélioration relativement faible de la situation d'un grand nombre d'entre eux. Certaines idées préconçues doivent être revues. Par exemple, l'accroissement démographique sans précédent dans les pays en voie de développement n'est ni le seul ni même, dans bon nombre de pays, le principal obstacle à une croissance rapide; de même, le souci d'assurer un "développement équilibré" ne doit pas amener au financement d'innombrables programmes mais plutôt à l'établissement, dans chaque pays et à chaque étape du développement, d'un rapport judicieux entre les ressources à consacrer à l'agriculture, à l'industrie, à l'infrastructure et à certains programmes essentiels d'ordre social.

14. La délégation australienne croit que, dans l'ensemble, la lenteur des progrès est due en grande partie au fait que l'on n'attache pas une attention suffisante au problème de l'augmentation de la production agricole. On commence seulement à comprendre les liens complexes d'interdépendance qui existent entre l'industrialisation et le progrès de l'agriculture; les économies planifiées de l'Europe orientale et de la Chine communiste, par exemple, après avoir donné la priorité à l'industrialisation rapide, font maintenant une place importante à l'agriculture dans leurs programmes de développement. L'accroissement de la production agricole est indispensable non seulement pour répondre à l'accroissement démographique, tout en améliorant les normes de nutrition, mais aussi parce qu'il contribue au progrès économique général. L'industrialisation, à son premier stade, exige des débouchés qui peuvent lui être assurés par l'accroissement du pouvoir d'achat des populations agricoles; quant à l'industrialisation à grande échelle et à l'infrastructure s'y rapportant, qui est en fin de compte la clef de l'élévation des niveaux de vie, elle exige une main-d'œuvre supplémentaire dont elle ne pourra disposer que grâce à l'accroissement de la productivité agricole. Enfin, le secteur agricole est, dans presque tous les pays en voie de développement, la principale source des recettes en devises qui sont nécessaires à l'achat de biens d'équipement en vue de l'industrialisation et du développement général.

15. Pour favoriser le développement du secteur agricole, la communauté internationale devrait et pourrait, selon la délégation australienne, déployer immédiatement de plus grands efforts dans le domaine de l'application de la science et de la technique à l'agriculture des pays en voie de développement. En effet, comme l'a indiqué un rapport de la FAO, la recherche technique est longtemps demeurée orientée vers les besoins des agriculteurs des pays développés et il reste encore beaucoup à faire tant pour réaliser des progrès techniques répondant aux besoins spécifiques des pays en voie de développement que pour favoriser le transfert de ces connaissances à ces pays. Conformément à ces principes, l'Australie consacre une part importante de l'aide technique qu'elle apporte aux pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est à des projets intéressant l'agriculture. La délégation australienne a donc accueilli avec un vif intérêt les recommandations formulées dans son

deuxième rapport par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, recommandations portant notamment sur l'élaboration d'un programme mondial qui grouperait en les renforçant les programmes existants, ainsi que sur l'établissement de liens de coopération entre les universités et instituts techniques des pays développés et les institutions analogues des pays en voie de développement. Le rapport du Comité consultatif lui semble assez important pour justifier l'examen de certains de ses aspects par l'Assemblée générale.

16. Si l'agriculture occupe une place essentielle dans les exportations des pays en voie de développement, il ne faut pas oublier non plus qu'au moins 25 d'entre eux tirent plus de 50 p. 100 de leurs recettes en devises de l'exportation d'un seul produit de base. Il n'est donc pas surprenant que les pays exportateurs de produits primaires attachent tant d'importance à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à l'existence d'une institution préoccupée avant tout de leurs problèmes commerciaux. Maintenant que le nouveau mécanisme est mis en place et commence à fonctionner, il doit, selon la délégation australienne, établir avant tout un ordre de priorités parmi les recommandations formulées par la Conférence à Genève^{2/} et s'attacher à en exécuter les plus urgentes et les plus immédiatement réalisables. Il est encourageant de constater qu'un accord semble se faire, dans le domaine des priorités, sur la nécessité, d'une part, de résoudre les problèmes relatifs aux produits agricoles et, d'autre part, d'accorder des préférences aux articles manufacturés et aux produits semi-finis des pays en voie de développement. A cet égard, le Gouvernement australien a demandé au GATT une dispense lui permettant d'adopter, pour certains de ces articles et produits, un régime préférentiel qui est en cours d'examen par le Sénat australien; il a en outre l'intention d'abolir les taxes à l'importation sur un grand nombre d'articles artisanaux en provenance de pays en voie de développement.

17. Cependant, la délégation australienne s'inquiète de la tendance qui semble se manifester en faveur de la création de nouvelles institutions. Maintenant que la Conférence est venue combler le vide que laissait subsister, dans le système des Nations Unies, l'absence d'un organisme chargé d'étudier les problèmes commerciaux des pays en voie de développement, il ne faut pas risquer, en s'attachant à des questions de procédure, de retarder la solution des problèmes concrets. La multiplication des institutions ne peut guère contribuer à cette solution; elle n'augmenterait pas le courant des capitaux, mais risquerait d'éparpiller ce courant et d'accentuer, chez les pays fournisseurs d'assistance, la tendance au découragement dont a parlé le Sous-Secrétaire.

18. Une question institutionnelle doit toutefois retenir l'attention de la Commission, c'est l'examen et la réévaluation des fonctions du Conseil économique et social. C'est là une tâche aussi importante que vaste qui devrait être confiée à un petit groupe de consul-

^{2/} Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. 1: *Acte final et rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

tants. Malgré le désir de beaucoup de nations de voir régler une fois pour toutes les problèmes de coordination dont souffrent non seulement le Conseil mais toutes les institutions rattachées à l'ONU, il ne faut pas oublier que les relations qui existent entre ces institutions se sont établies peu à peu, en fonction sans doute des intérêts équilibrés de leurs membres respectifs, qu'il n'existe probablement pas de solution idéale acceptable pour tous les gouvernements et que, si l'on peut procéder à des ajustements importants, il est difficile de modifier radicalement l'ensemble du système.

19. M. RAMACHANDRAN (Inde) dit que les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement avaient semblé à l'origine très modestes et avaient soulevé de grands espoirs. Toutefois, les résultats obtenus au cours de la première moitié de la Décennie sont bien décevants. Les données fournies par le Secrétaire général témoignent de la triste vérité, à savoir que le taux de croissance annuelle de 5 p. 100 est loin d'avoir été réalisé et que le courant d'aide extérieure vers les pays pauvres est également loin d'avoir atteint 1 p. 100 du revenu national des pays développés. Le taux de croissance des pays développés à économie de marché a augmenté alors que celui des pays en voie de développement a décliné au cours de cette période. L'écart entre les deux groupes de pays pour ce qui est du revenu par habitant s'est en fait élargi.

20. C'est pourquoi les obstacles auxquels se heurte la réalisation des objectifs de la Décennie devraient être au centre des travaux de la Commission. Ces difficultés sont pour l'essentiel dues aux faits suivants: l'économie d'un grand nombre de pays en voie de développement dépend des exportations de produits primaires dont la demande s'accroît très lentement et dont les prix ont baissé dans de nombreux cas; les besoins d'importations de ces pays n'ont cessé d'augmenter tandis que la structure des importations subissait de son côté d'importantes modifications. Or, le volume et la structure de l'assistance n'ont pas changé pour autant; l'économie de la plupart des pays en voie de développement dépend toujours de l'agriculture et une augmentation continue de la production agricole exige une base industrielle saine, plus spécialement dans une économie continentale comme celle de l'Inde. L'expansion du secteur agricole doit donc être encouragée bien plus que par le passé; l'assistance ne peut à elle seule assurer un développement rapide et les politiques commerciales des pays développés doivent avoir pour objectif la croissance des pays en voie de développement; enfin, en ce qui concerne l'aide elle-même, de nombreux points méritent un examen plus approfondi. Il s'agit notamment de la distinction entre l'aide au développement proprement dite et l'exportation des capitaux, entre l'assistance qui revêt la forme de projets et les autres types d'assistance et, par-dessus tout, compte tenu du fardeau croissant du service de la dette, de la distinction entre les courants nets et les courants bruts d'assistance.

21. Le Secrétaire général a rappelé une fois de plus que le revenu des deux tiers de la population mondiale vivant dans les régions peu développées représente à peine le sixième du revenu mondial. Il a fait en même

temps preuve d'optimisme en ce qui concerne la possibilité de combler l'écart entre les niveaux de vie des pays développés et des pays en voie de développement. La délégation indienne voudrait s'associer à cet optimisme, tout en souhaitant voir se renforcer les efforts pour atteindre les objectifs fixés.

22. L'adoption de l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a été un événement historique. La preuve a ainsi été apportée que toutes les nations, riches ou pauvres, étaient décidées à consacrer leurs ressources à la réalisation d'un but commun, à savoir la recherche d'une vie plus féconde et plus riche. Les pays développés et les pays en voie de développement ont proclamé d'un commun accord que la prospérité comme la paix étaient indivisibles, et se sont déclarés disposés à étudier les méthodes propres à faire du commerce l'instrument du développement et le moyen de combler le déficit commercial. Le fait qu'on s'accorde à reconnaître qu'il convient de réorienter les politiques commerciales afin que les taux de croissance prévus pour la Décennie soient atteints constitue, malgré l'insuffisance de ces taux, un grand pas en avant. Une deuxième mesure importante est la création d'un organisme où les pays développés et les pays en voie de développement pourront se consulter d'une manière continue. La Conférence et le Conseil du commerce et du développement seront sans aucun doute à même, s'ils font preuve de la compétence et de la compréhension voulues, d'élaborer des solutions concrètes aux problèmes des pays en voie de développement. Toutefois, ce n'est là qu'un commencement.

23. L'objectif principal, à savoir l'application des décisions de la Conférence, reste encore à atteindre. Certains progrès ont été accomplis depuis un an en matière d'organisation, mais on ne pourra avancer dans l'application des principales recommandations de l'Acte final que si les pays développés se montrent disposés à faire face à leurs obligations. A cet égard, la communauté mondiale a reculé bien plus qu'elle n'a avancé au cours de l'année écoulée. Les prix des produits primaires accusent une tendance à la baisse qui tarit la principale source de recettes d'exportation d'un grand nombre de pays en voie de développement. Quant aux exportations de produits manufacturés de ces pays, elles continuent d'être contingentées et de nouvelles barrières ont été élevées par certains pays développés qui invoquent une prétendue désorganisation du marché, bien que la Conférence ait recommandé le maintien du *statu quo* dans ce domaine.

24. Le Comité spécial des préférences n'a fait aucun progrès tant soit peu important, principalement en raison de l'attitude rigide et dogmatique adoptée par certains pays développés. Ces derniers ont soutenu que l'on risquait de s'écarter du principe de la nation la plus favorisée et de violer celui de la non-discrimination. Cependant, ces mêmes pays développés ont, comme par le passé, conclu au cours de l'année écoulée de nouveaux arrangements préférentiels relatifs au commerce entre eux. Il faut adopter d'urgence des mesures dans certains domaines pour donner suite aux recommandations de la Conférence. La délégation indienne insiste particulièrement sur la nécessité de réformer rapidement la structure

des tarifs des pays développés afin d'éliminer leurs aspects surannés qui entravent les exportations des pays en voie de développement. Rien ne justifie le caractère exorbitant des droits qui frappent les produits en provenance des pays en voie de développement, y compris les produits artisanaux. Les pays développés devraient abaisser davantage leurs tarifs pour les biens qui, sans être fournis principalement par les pays en voie de développement, n'en jouent pas moins un rôle important dans leur commerce, en accordant à ces derniers un traitement préférentiel. Il faut prendre d'urgence des mesures afin d'assurer que les zones d'application des arrangements préférentiels discriminatoires non seulement ne s'élargiront pas mais seront peu à peu éliminées. Rien ne saurait justifier l'existence d'arrangements préférentiels entre les pays développés qui pratiquent une politique de discrimination à l'égard des pays en voie de développement. Il importe d'étudier les moyens de mettre un terme à ces arrangements.

25. Un des objectifs définis par l'Assemblée générale et réaffirmés par la Conférence à Genève est l'augmentation du courant d'assistance internationale allant aux pays en voie de développement afin d'atteindre 1 p. 100 des revenus nationaux des pays avancés. Là encore, les chiffres fournis par le Secrétaire général montrent que les progrès ont été d'une lenteur décevante. En fait, au cours des dernières années, le courant net des capitaux à long terme en provenance des pays à économie de marché économiquement avancés a pratiquement cessé d'augmenter. Cette stagnation constitue un grave échec. Il est difficile de surestimer l'importance d'une augmentation du volume de l'aide fournie aux pays en voie de développement, qui peut seule leur permettre de réaliser les objectifs de la Décennie.

26. Malgré la modestie de ces objectifs, leur réalisation exige que le rythme des investissements dans cette partie du monde soit presque doublé. Sans aucun doute, les pays en voie de développement doivent supporter la majeure partie du fardeau en réinvestissant une fraction croissante de leur épargne. Mais l'aide économique en provenance de l'étranger est essentielle pour contrebalancer le déficit de l'épargne, inévitable dans les pays pauvres. Dans ces pays, l'épargne intérieure ne peut être portée rapidement à un niveau approprié sans imposer à la population des souffrances et des privations extrêmement dures. Une augmentation, même modeste du niveau de vie, exigerait une importante aide financière à des conditions acceptables de la part des pays développés. Les conditions de l'assistance fournie doivent par conséquent faire l'objet d'un examen plus attentif.

27. D'après l'étude sur la mesure du courant international des capitaux à long terme (A/5732), les contributions de la France, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon ont représenté respectivement 1,8 p. 100, 1,1 p. 100, 1,1 p. 100, 0,8 p. 100, 0,5 p. 100 et 0,5 p. 100 de leur revenu national. Toutefois, même ces chiffres doivent être examinés de très près. Les clauses restrictives dont le pays donateur peut assortir l'assistance augmentent les prix des produits importés par les pays en voie de développement et réduisent le

volume réel de l'assistance. Une importante proportion des sommes classées dans la catégorie "assistance" consiste en fait en prêts à des taux d'intérêt commerciaux et en crédits fournisseurs. L'objectif doit être d'assurer l'augmentation de l'assistance proprement dite. Si l'aide doit contribuer tant soit peu au développement, les courants nets et non les courants bruts doivent être pris en considération. Le service de la dette est déjà trop lourd pour beaucoup de pays, et les recommandations visant à augmenter la part des dons et des prêts à long terme et à intérêt modéré doivent être appliquées.

28. Il est en outre nécessaire d'assurer un courant d'assistance plus régulier. Les fluctuations de ce courant et des recettes d'exportation introduisent un élément d'incertitude que les pays en voie de développement aimeraient voir disparaître. Ces fluctuations sont dans une certaine mesure inévitables car l'assistance fournie, en particulier l'assistance officielle, est liée à des projets déterminés et à des sources d'approvisionnement qui n'offrent pas nécessairement les meilleures conditions en matière de prix et de qualité.

29. Les pays développés mettent souvent l'accent sur la nécessité de mobiliser les ressources intérieures et de planifier les naissances. L'Inde reconnaît l'importance de ces deux facteurs. La part de l'impôt par rapport au revenu national y a été progressivement portée de 7 à 14 p. 100 en quelques années. La fiscalité est également utilisée pour encourager l'épargne privée et stimuler la croissance. Toutefois, la mobilisation des ressources intérieures ne saurait, dans les pays pauvres, se substituer à l'assistance extérieure sans mettre en danger leur stabilité politique et sociale. L'Inde a également réalisé d'importants progrès dans le domaine de la planification des naissances et les taux de natalité ont baissé dans un certain nombre de zones urbaines.

30. La délégation indienne appuie la proposition de créer un fonds d'équipement car elle estime que l'aide multilatérale en vue du développement économique doit constituer l'essentiel du Programme des Nations Unies pour le développement. Elle espère que les pays développés adopteront une attitude plus constructive à l'égard de cette proposition. Le Fonds spécial et le Programme élargi d'assistance technique ont rendu d'éminents services aux pays en voie de développement. La délégation indienne appuie l'appel du Secrétaire général en faveur d'une augmentation des contributions volontaires à ces deux programmes mais tient à préciser que l'Inde ne sera pas à même d'augmenter sa contribution actuelle, déjà très importante. La délégation indienne approuve également la fusion proposée du Fonds spécial et du Programme élargi, étant entendu que les traits essentiels des deux programmes seront conservés, du moins dans l'immédiat. Elle appuie également la proposition de créer une institution spécialisée pour le développement industriel, conformément aux recommandations du Conseil économique et social et de la Conférence.

31. De nombreuses délégations ont insisté sur la nécessité d'une réévaluation des fonctions du Conseil économique et social. Il est certain que les relations entre les rouages créés par la Conférence, d'une

part, et le Conseil économique et social, d'autre part, doivent être étudiés afin d'éviter tout double emploi. Un groupe d'experts pourrait être chargé d'effectuer les études nécessaires et de formuler des recommandations.

32. Enfin, en ce qui concerne la question de la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, la délégation indienne estime que l'activité des commissions économiques régionales et celle des bureaux régionaux des institutions spécialisées pourraient être coordonnées, ce qui, dans certains cas, rendrait inutile la création d'organisations parallèles subordonnées aux commissions régionales. On pourrait également examiner dans quelle mesure il est possible d'associer des Etats Membres n'appartenant pas à la région, en particulier des pays développés, au travail de ces organismes, et de leur demander de contribuer au financement de leurs activités.

33. M. VAN HOUTTE (Belgique) dit que l'année 1965, qui marque le vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et qui a été désignée comme l'Année de la coopération internationale, doit, au milieu de la Décennie des Nations Unies pour le développement, inciter la Commission à un effort exceptionnel dans la réalisation des idéaux communs. Les problèmes à débattre sont parmi ceux qui présentent, après celui du maintien de la paix, l'intérêt le plus vital pour la communauté des nations. Aussi faut-il se garder de demeurer dans des modes généralités ou d'inutiles répétitions sans apporter de contribution réelle à leur solution.

34. On a eu raison de souligner que le sort de l'économie des pays en voie de développement ne dépend pas uniquement de l'aide financière apportée par les pays industrialisés, aussi importante qu'elle soit. Cette aide, nécessairement limitée, doit, pour être efficace, s'accompagner d'autres formes de collaboration. Tous les efforts doivent tendre à augmenter le produit national brut et, indirectement, le revenu par habitant dans tous les pays. Mais une simple politique de transfert, tout en réduisant arithmétiquement l'écart actuel entre pays développés et pays en voie de développement, nuirait en fin de compte au développement de ces derniers. Certaines ressources, notamment celles qui proviennent du revenu des investissements industriels sont, par nature, essentiellement intransférables.

35. L'aide financière, si l'on veut qu'elle profite au maximum aux pays qui en bénéficient, doit être préparée sur le terrain par des programmes d'assistance technique. L'efficacité de cette aide sera d'ailleurs assurée par des moyens différents selon qu'elle aura pour but de financer l'infrastructure ou le développement industriel.

36. Il est vrai que si l'industrialisation d'un pays est, d'une manière générale, la clef du relèvement du niveau de vie de sa population, il ne faut pas qu'elle aboutisse à un bouleversement des structures sociales. Comme l'a déclaré l'un des orateurs précédents, les effets de l'industrialisation sur le développement doivent être analysés autant du point de vue du sociologue que de celui de l'économiste. La priorité

devrait être accordée aux formes du développement industriel qui favorisent en même temps l'essor de l'agriculture. Il ne faut pas non plus oublier qu'une industrie ne se crée pas uniquement pour produire mais pour vendre sa production. On a parlé à ce propos de la nécessité d'un aménagement de la concurrence pour assurer la viabilité des jeunes industries des pays insuffisamment développés, mais pareil aménagement doit s'effectuer dans des limites raisonnables. Si l'on invoque certains arguments pour justifier dans les pays neufs l'établissement d'une protection contre la concurrence des produits des pays depuis longtemps industrialisés, on peut se demander si la même justification pourrait être invoquée pour une restriction à la concurrence des pays en voie de développement entre eux. C'est d'ailleurs dans ces pays qu'ils trouveront un accroissement de leurs débouchés, au moins autant que dans les pays industrialisés, dont la capacité d'absorption n'est tout de même pas illimitée. Enfin, le développement industriel n'atteindra dans un pays neuf sa pleine efficacité de promotion sociale que s'il est, dans toute la mesure possible, le fait de chefs d'entreprises issus du pays même. La nécessité d'adapter l'industrie au cadre social régional pose automatiquement le problème des vocations industrielles. Comme le constatent d'ailleurs les services du Fonds spécial et du Programme élargi dans leurs remarquables études de préinvestissement, le succès d'un programme suppose l'existence en nombre suffisant, non seulement de techniciens, mais aussi d'hommes aptes à s'associer à la direction d'une entreprise et même à en assumer l'entière responsabilité.

37. Les organisations internationales et les pays industrialisés ont, certes, fourni déjà un effort important pour la formation scolaire et universitaire de jeunes gens venus de pays peu développés. Cet effort ne se ralentira pas. Toutefois, il y a lieu de mettre l'accent sur la grande utilité, en vue de la réalisation, en profondeur, des programmes de développement industriel, des stages de longue durée au cours desquels des jeunes gens, durant ou après leurs études techniques, s'initient à la vie d'une entreprise industrielle, financière ou commerciale, et se préparent ainsi à devenir dans leurs pays des hommes d'affaires, aussi indispensables pour l'industrialisation que les techniciens.

38. Parmi les réalisations en matière de stages et de formation technique accélérée, on peut noter l'accueil par le Gouvernement soviétique, pendant une période de six mois, de 27 ingénieurs métallurgistes originaires de pays en voie de développement, un programme similaire annoncé par la Suède pour l'année 1966 et l'organisation de stages pour étrangers par l'Office belge du commerce extérieur. L'objectif devrait être non seulement de former des techniciens au service des industries des pays neufs, mais aussi de susciter des vocations de véritables chefs d'entreprises, créant, seuls ou en collaboration avec d'autres, ces industries moyennes, voire petites, qui contribueront au relèvement du niveau de vie tout autant, sinon plus que les très grandes entreprises.

39. Des idées fécondes se dégagent des débats de la trente-neuvième session du Conseil économique et social. Le projet de résolution soumis par le Conseil à l'Assemblée concernant la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi [voir résolution 1020 (XXXVII) du Conseil] facilitera certainement les débats au sein de la Commission et de l'Assemblée.

40. La délégation belge est heureuse qu'une large majorité se prononce en faveur de la fusion. Tant le Programme élargi, après 15 années d'existence, que le Fonds spécial, après six ans, ont à leur actif de remarquables réalisations et il semble que leur fusion soit de nature à augmenter encore leur efficacité. Bien qu'acceptant et défendant le caractère prioritaire de la fusion projetée la délégation belge croit cependant préférable que la Commission attende, pour fixer une date pour l'examen de ce point, le résultat des négociations encore nécessaires pour déterminer toutes les modalités de l'opération.

41. Enfin, la délégation belge est consciente de l'intérêt des tâches que peut assumer le Centre de développement industriel, en liaison avec les programmes d'assistance technique des Nations Unies, mais elle sait aussi que le Centre dispose de ressources et de moyens limités. Il importe d'en développer les activités et d'en faire un organe de coordination des Nations Unies pour l'étude des problèmes relatifs au développement industriel. Dans cet ordre d'idées, la délégation belge approuve l'esprit de la résolution 1081 E (XXXIX) du Conseil économique et social tendant à réserver, dans le cadre général du Programme des Nations Unies pour le développement, une source supplémentaire de financement pour les études et projets débouchant sur le développement industriel. Elle espère que le Secrétariat sera à même de fournir aussi rapidement que possible des renseignements de nature à éclairer la Commission et de lui permettre de décider en pleine connaissance de cause.

42. Il y a lieu d'utiliser l'outil dont l'Organisation des Nations Unies dispose déjà pour le rôle de coordination et de promotion du développement industriel et il n'est donc pas nécessaire de créer à cet effet un nouvel organisme spécialisé.

43. Considérant que la coopération régionale joue un rôle d'importance majeure dans le développement industriel, M. Van Houtte se félicite de la résolution 1081 A (XXXIX) du Conseil économique et social. Toutefois, les gouvernements ont, eux aussi, une action à mener, non seulement pour former des techniciens en vue du développement industriel des pays neufs, mais aussi pour éveiller des vocations industrielles dans ces pays. La Belgique est évidemment prête à contribuer, pour sa part, à l'amplification de ce programme.

44. Dans son étude sur les mesures pratiques propres à transformer le Fonds spécial en fonds d'équipement^{3/}, le Secrétaire général a souligné que l'Assemblée générale devrait estimer si les ressources provenant des contributions volontaires étaient suffisantes pour entreprendre, au-delà des

opérations de préinvestissement, des opérations d'investissement proprement dit. Or, le rapport du Conseil économique et social^{4/} exprime déjà la déception de ce que l'objectif des 150 millions de dollars pour la contribution au Fonds spécial et au Programme élargi n'ait pu encore être atteint. C'est dire que les sommes éventuellement disponibles seraient infimes en comparaison des capitaux énormes que requiert l'investissement proprement dit. Le financement public des investissements doit demeurer fondamentalement le champ d'action des institutions internationales fonctionnant déjà à cet effet.

45. Le dernier rapport de la Banque mondiale constate d'ailleurs que ces institutions ont accordé à divers pays en voie de développement des prêts à des conditions plus favorables que par le passé tant en ce qui concerne la durée, que les délais de grâce et les taux d'intérêt. D'autre part, l'expérience semble prouver que si les études de préinvestissement, poussées avec la conscience et la précision que l'on reconnaît aux services chargés des programmes d'assistance technique, concluent formellement au caractère valable d'un projet, le pays intéressé n'a généralement pas éprouvé de difficultés à trouver les capitaux nécessaires pour les investissements proposés, soit auprès des institutions internationales, soit auprès d'autres sources, privées ou publiques.

46. Le Fonds spécial et le Programme élargi — qui doivent bientôt être fusionnés — doivent s'efforcer de concentrer la part essentielle de leurs activités sur le terrain du préinvestissement, ce mot étant entendu au sens large, c'est-à-dire jusqu'au stade où les études de préinvestissement sont tellement avancées que les décisions d'investissement proprement dites doivent être prises. Toutefois, ces décisions appartiennent aux institutions déjà existantes et ne devraient pas être confiées à un fonds d'équipement des Nations Unies qui, à supposer, ce qui est infiniment peu probable, qu'il puisse réunir les énormes moyens financiers requis, ne ferait qu'empiéter sur le terrain d'autres institutions.

47. M. TETTAMANTI (Argentine) désire seulement traiter de quelques points concrets qui intéressent particulièrement sa délégation, la position de celle-ci à l'égard des problèmes économiques ayant déjà été exposée au cours de la discussion générale en séance plénière (1337ème séance). Il tient tout d'abord à souligner la nécessité, pour la Commission, de s'efforcer, dans l'examen de chacun des points inscrits à son ordre du jour, de réaliser un accord général, c'est-à-dire d'épuiser toutes les possibilités de compromis avant de recourir au vote.

48. Le rapport du Conseil du commerce et du développement est la question qui intéresse au plus haut point la délégation argentine. Elle s'inquiète de l'insuffisance des résultats obtenus à la suite de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de la première année d'activité du Conseil, insuffisance qu'elle croit pouvoir attribuer au fait que la communauté internationale n'a pas encore pris suffisamment con-

^{3/} Documents officiels du Conseil économique et social, trente-septième session, Annexes, point 10 de l'ordre du jour, document E/3947.

^{4/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément No 3 (A/6003).

science de la gravité de la situation des pays en voie de développement et n'est pas encore prête à adopter avec la célérité voulue les mesures nécessaires pour remédier à cette situation. De plus, la Conférence dont la constitution en organisme permanent est venue couronner 20 ans d'études sur le problème du développement, ne devrait pas avoir à reprendre toute la question dès le commencement et à se perdre dans des discussions et des recommandations sans portée. La solution pratique consisterait, selon la délégation argentine, à établir une fois pour toutes un code international du commerce et du développement qui donnerait un caractère obligatoire à des normes de coexistence en matière de commerce, adaptées à la situation nouvelle.

49. La délégation argentine propose donc que l'Assemblée générale charge le Conseil du commerce et du développement de préparer au cours de l'année à venir, avec l'aide de ses commissions, un projet de charte du commerce et du développement comprenant quatre chapitres principaux: I. — Le commerce international des produits de base; II. — Le commerce international des articles manufacturés; III. — Le commerce international des invisibles; IV. — Le financement international relatif au commerce.

50. En ce qui concerne le siège de la Conférence, M. Tettamanti exprime l'espoir que les pays en voie de développement pourront concilier leurs divergences et qu'un accord pourra se faire sans recourir à un vote, qui serait hautement inapproprié en la matière.

51. La constitution de la Conférence en organisme permanent ne doit en rien porter atteinte à l'action du Conseil économique et social, auquel incombent des tâches importantes de coordination et d'orientation de la politique en matière de coopération internationale. Cependant, on s'accorde unanimement à reconnaître que les fonctions et les mécanismes du Conseil doivent être revus et réévalués. Aux termes de la résolution 1091 (XXXIX) du Conseil, l'Assemblée doit examiner cette question mais la délégation argentine estime qu'il s'agit d'une tâche complexe et longue et que le Conseil et ses organes subsidiaires devraient s'y attacher avant que n'intervienne l'Assemblée générale.

52. Toutefois, le problème global du développement économique ne peut se résoudre au niveau des structures, par la création ou la suppression d'organismes. Ce qu'il faut, c'est donner un élan nouveau et vigoureux à toute l'action des Nations Unies en matière économique et sociale et les objectifs de la Décennie doivent en être le point de départ. Le concept de progrès économique doit s'accompagner du concept de sécurité économique, c'est-à-dire de l'ensemble des politiques et des mesures destinées à assurer à chaque Etat les conditions nécessaires à son libre développement. La planification, qui a fait de grands progrès à l'échelon national et même régional, n'a cependant pas encore abouti, à l'échelon des organisations internationales, à la définition, pour les programmes d'action de ces organisations, d'un ensemble coordonné d'objectifs concrets; il n'existe pas de lien constant entre les plans nationaux des divers pays et la coopération que peuvent leur

apporter les organisations internationales. Il n'existe pas non plus de modèles permettant de mesurer les progrès accomplis grâce aux programmes de coopération internationale, évaluation qui est cependant extrêmement importante car tout progrès accompli en matière de développement économique est susceptible d'apporter aux pays en voie de développement la sécurité économique indispensable à leurs progrès constants et équilibrés dans les autres domaines d'activité. Sur le plan international, comme sur le plan national, l'orientation des programmes d'action vers des objectifs clairement déterminés est indispensable.

53. Le problème de la sous-alimentation est à l'heure actuelle l'un des plus sérieux qui se posent dans le monde et il tend à s'aggraver. Les programmes d'aide bilatérale sont entachés de sérieux défauts et les programmes multilatéraux existants, comme le Programme alimentaire mondial et la Campagne mondiale contre la faim, sont insuffisants. Il s'agit d'un problème complexe car il touche à la fois à la production, non seulement dans les pays en voie de développement mais également dans les pays développés, à la consommation, qui est entravée par l'insuffisance du pouvoir d'achat, et aux échanges commerciaux qu'il s'agit de ne pas déséquilibrer. Enfin, l'aide financière consacrée à l'alimentation devrait sans doute être mieux coordonnée avec l'assistance financière fournie par les organismes internationaux existants. La délégation argentine estime que les programmes bilatéraux doivent être coordonnés avec les programmes multilatéraux, qui doivent, à leur tour, être élargis et groupés, mais qui devront bien entendu prendre fin lorsque les pays bénéficiaires auront atteint le niveau voulu de développement économique et social. Le Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme alimentaire mondial étudie actuellement à Rome la révision de ce programme, ainsi que le rapport du Directeur général de la FAO sur la proposition argentine tendant à le transformer en un fonds alimentaire mondial. Il serait donc opportun que la Commission attende, pour aborder l'examen de cette question, d'avoir reçu un rapport sur les décisions adoptées à Rome.

54. La délégation argentine a déjà approuvé le principe de la fusion du Programme élargi et du Fonds spécial et estime que le moment est venu, pour l'assemblée, d'approuver définitivement cette fusion. La composition du Conseil d'administration du nouveau Programme devra être déterminée en fonction des caractéristiques de celui-ci et il n'est peut-être pas souhaitable de lui appliquer les règles strictes suivies pour d'autres organes des Nations Unies. La délégation argentine estime qu'on devrait y tenir compte non seulement de la répartition géographique mais aussi de la répartition des pays en trois grandes catégories: les pays exclusivement donateurs, les pays à la fois donateurs et bénéficiaires et les pays exclusivement bénéficiaires; toutefois elle est prête à étudier toute autre solution.

55. Enfin, la délégation argentine s'intéresse vivement à la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel. Elle approuvera tant la recommandation contenue dans la résolution 1081 F

(XXXIX) du Conseil économique et social que les recommandations du Secrétaire général (A/5826) tendant à la réunion d'une conférence internationale pour préparer les statuts de l'organisation et à la création d'une commission préparatoire. Elle estime en outre qu'en attendant la constitution de l'organisme

envisagé, il convient de doter le Centre de développement industriel de ressources sensiblement plus importantes et de faire le nécessaire pour lui donner plus de souplesse et d'autonomie.

La séance est levée à 17 h 55.

